



Compte rendu du CSAL du 13 juin 2023

Cette instance s'est ouverte sur un débat houleux entre les organisations syndicales et le DDFIP. En effet, il fallait procéder à une mise au point sur le dialogue social dans le département. Convocations d'instances le mercredi ou se chevauchant, restrictions sur la convocation d'experts, limites aux prérogatives des membres de la formation spécialisée (ex-CHSCT),..., c'est peu de dire que le climat est tendu (voir motion ci-jointe).

Difficilement, et après une suspension de séance, nous avons obtenu d'avoir des réponses sur ce sujet, ainsi que sur les loupés et les incohérences du prélèvement des jours de grève, avant d'attaquer l'ordre du jour.

Le CSAL a donc débuté avec la lecture des déclarations liminaires des trois organisations représentatives. Puis il a été procédé à l'élection des représentants aux conseils médicaux. La CGT conteste les modalités de cette désignation (voir notre déclaration liminaire ci-jointe) de même que FO et SFP. Nous nous sommes donc concertés pour que cette représentation soit conforme à la répartition issue des élections de décembre dernier.

Le point suivant était le regroupement du PCRP à Cavaillon. Une illustration de la dérive des instances de soi-disant dialogue social, que la direction tente de transformer en simple chambre d'enregistrement. La CGT a redit son opposition à cette restructuration qui pénalise la plupart des agents du service sans apporter aucune plus-value en termes d'organisation.

La CGT a voté contre, ainsi que FO et solidaires.

La direction a ensuite présenté le bilan de la formation professionnelle. La CGT déplore le recours toujours plus important aux e-formations, qui d'ailleurs connaissent un faible taux de participation. Nous avons également dénoncé la mise en place de l'application « semaphore », encore un bel exemple de bureaucratie informatique, et surtout un prétexte pour réduire de moitié l'équipe dédiée à la forpro à la DDFIP84.

La CGT a voté contre le plan de formation 2023, non par esprit d'opposition systématique, mais pour dénoncer les suppressions d'emplois à la forpro, dont nous soulignons la disponibilité, et la déshumanisation de cette mission fondamentale.

Au titre des questions diverses, la CGT a dénoncé la dégradation continue des conditions d'exercice des missions et le sentiment d'abandon que ressentent de plus en plus de collègues. Le DDFIP a proposé de nous rencontrer en bilatérale pour en discuter.

Saisis par les collègues de l'antenne du SIP de Carpentras, nous avons aussi attiré l'attention de la direction sur le fait que des vacataires ou services civiques sont mobilisés pour des tâches de saisie normalement dévolues à des agents titulaires.

Nous avons également demandé officiellement que soit de nouveau autorisée l'utilisation des trois portillons piétons de la cité administrative d'Avignon, fermés pour des raisons de sécurité difficiles à saisir. Car il est apparu dans la période récente qu'ils pouvaient s'ouvrir « à la demande » très facilement ! Le président s'est défaussé sur le préfet.

FO a longuement évoqué la situation au cadastre avec la triple usine à gaz « GMBI-google-taxe d'urbanisme », la CGT partage ce constat et continue d'agir au niveau national pour interpeller les élus et la presse devant le refus de Bercy de renoncer à ses projets, dénoncés à longueur de groupes de travail et d'audiences nationales.

Point sur les travaux : Comme prévu, il y a du retard à la cité administrative d'Avignon (plus ou moins deux mois), A Apt les travaux du nouveau site débiteront la deuxième quinzaine de septembre et finiront fin décembre/début janvier 2024. A Cavaillon, les travaux devraient s'achever « en fin d'année » (c'est précis!)

Vos représentants au CSAL

Fred SOTTET

Henri SANTUCCI

Mélanie LUBINU